

Agence Régionale de Santé  
Grand Est  
Délégation territoriale de l'Aube  
Service Santé -environnement

Arrêté n° ARS-SE-2015-14 modifié par  
l'arrêté n°ARS-SE-2017-02 portant :

- autorisation sanitaire de distribuer l'eau au profit de la Commune de Cunfin
- déclaration d'utilité publique de dérivation des eaux souterraines et de l'instauration des périmètres de protection autour de deux captages sur la commune de Cunfin,
- autorisation de prélèvement des eaux souterraines au profit de la commune de Cunfin

Version consolidée au 20 février 2017

**LA PREFETE DE L'AUBE**  
**Chevalier de la Légion d'Honneur**  
**Officier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.1321-1 à L.1321-10, et R 1321-1 à R.1321-61 ;

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 214-1, L. 215-13 et R. 214-1 à R.214-5 ;

VU le code minier et notamment l'article 131 ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment les articles L.11-1 à L.11-9, L.13-2 à L. 13-12, L. 13-13 à L.13-20, R.11-10 à R.11-18 ;

VU le code de l'urbanisme et notamment l'article L 126-1 ;

VU le code général des collectivités territoriales et en particulier l'article R 3232-1 à R. 3232-1-4 ;

VU le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU le décret n°2010-338 du 31 mars 2010 relatif aux relations entre le représentant de l'Etat dans le département, la zone de défense et dans la région et l'agence régionale de santé pour l'application des articles L.1435-1, L.1435-2 et L.1435-7 du code de la santé publique ;

VU le protocole départemental en date du 04 juillet 2013 relatif aux relations entre le préfet du département de l'Aube et le directeur général de l'agence régionale de santé de Champagne-Ardenne ;

VU l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié par l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2013 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrête préfectoral du 05 septembre 2014 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre les pollutions par les nitrates d'origine agricole pour la région Champagne-Ardenne ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Seine Normandie approuvé par le préfet coordonnateur de bassin, préfet de la région Ile de France, le 29 octobre 2009 ;

VU le schéma départemental de gestion cynégétique approuvé par le préfet de l'Aube, le 06 novembre 2012 ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU la délibération de la commune de Cunfin en date du 15 juin 2012 sollicitant la déclaration d'utilité publique pour l'établissement des périmètres de protection des deux captages sur la commune de Cunfin ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, relatif à l'instauration des périmètres de protection en date du 26 octobre 2011 ;

VU l'avis des services consultés ;

VU la réunion publique qui s'est déroulée le 19 février 2015 ;

VU l'arrêté préfectoral n°20015093-0005 du 03 avril 2015 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique ;

VU les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 25 avril au 28 mai 2015 ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur du 17 juin 2015 ;

VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (Coderst) en date du 10 septembre 2015 ;

CONSIDERANT que la qualité des eaux souterraines doit être sauvegardée et que la préservation des ouvrages de pompage d'eaux destinées à la consommation humaine est impérative ;

CONSIDERANT les risques liés aux activités exercées dans la zone d'alimentation des captages et la fragilité de la ressource ;

SUR proposition de M. le Secrétaire général de la Préfecture :

## ARRETE

### Chapitre I - Déclaration d'utilité publique

#### **Article 1 - Déclaration d'utilité publique de la dérivation des eaux :**

Le présent arrêté de déclaration d'utilité publique concerne le captage « Val Mérillon » (indice BSS n°03711X2002) et le captage « Source Sainte Anne » (indice BSS n°03711X2001) exploités par la commune de Cunfin. Ces ouvrages sont situés sur la commune de Cunfin (parcelles section ZH, n° 35 et 39).

Il vaut autorisation de prélèvement en application de l'article R. 214-1 du code de l'environnement.

#### **Article 2 - Bénéficiaire et objet :**

Sont déclarés d'utilité publique, au bénéfice de la commune de Cunfin :

- les travaux réalisés en vue de la dérivation des eaux souterraines pour la consommation humaine, à partir des deux captages sis sur la commune de Cunfin, aux lieux dits «les Couches Trots et Cote Lallier ».

- la création de périmètres de protection immédiate et rapprochée autour des ouvrages de captage ainsi que l'institution des servitudes associées pour assurer la protection des ouvrages et de la qualité de l'eau.

### **Article 3 - Caractéristiques des points de prélèvement :**

Les points de prélèvement d'eaux souterraines, déclarés d'utilité publique, sont repérés sur la commune de Cunfin par :

| Type ouvrage              | Captage « Val Merillon »               | Captage « Source Sainte Anne »         |
|---------------------------|--|--|
| Code BSS                  | 03711X2002                             | 03711X2001                             |
| Coordonnées en Lambert II | X=775420<br>Y=2341860<br>Z=276         | X=774800<br>Y=2341130<br>Z=235         |
| coordonnées cadastrales   | section ZH<br>partie de parcelle n° 35 | section ZH<br>partie de parcelle n° 39 |

### **Article 4 - Limitation de la quantité d'eau prélevée :**

Le prélèvement autorisé pour la commune de Cunfin ne pourra excéder:

- Prélèvement horaire : 15 m<sup>3</sup> /heure globalement sur l'un ou l'autre des captages,
- Prélèvement de pointe/ jour : 120 m<sup>3</sup>,
- Prélèvement annuel : 45 000 m<sup>3</sup>.

## **Chapitre II: Autorisation sanitaire de distribuer de l'eau**

### **Article 5 - Autorisation :**

La commune de Cunfin est autorisée à exploiter, pour l'utilisation de l'eau prélevée en vue de la consommation humaine, les captages cités à l'article 1.

### **Article 6 - Traitement :**

Avant distribution, les eaux subiront un traitement de simple désinfection. Tout autre procédé de traitement sera soumis à autorisation.

### **Article 7 - Qualité des eaux :**

Les eaux distribuées doivent répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique. Le bénéficiaire est tenu de :

- surveiller la qualité de l'eau distribuée, notamment au point de pompage,
- se soumettre au contrôle sanitaire,
- prendre toutes mesures correctives nécessaires en vue d'assurer la qualité de l'eau et en informer les consommateurs en cas de risque sanitaire,
- n'employer que des produits et procédés de traitement de l'eau, de nettoyage et de désinfection des installations qui ne sont pas susceptibles d'altérer la qualité de l'eau distribuée,
- respecter les règles de conception et d'hygiène applicables aux installations de production et de distribution,
- se soumettre aux règles de restriction ou d'interruption, en cas de risque sanitaire, et assurer l'information et les conseils aux consommateurs dans des délais proportionnés au risque sanitaire.

## **Chapitre III – Définition des périmètres de protection et prescriptions**

### **Article 8 - Périmètres de protection :**

En application de l'article L 1321-2 du code de la santé publique, deux périmètres de protection sont instaurés autour des deux captages:

- un périmètre de protection immédiate pour chacun des captages et dont les références cadastrales et limites figurent sur l'état parcellaire et le plan annexés (commune concernée : Cunfin) ;
- un périmètre de protection rapprochée dont les références cadastrales et limites figurent sur l'état parcellaire et le plan annexés (commune concernée : Cunfin).

### **Article 9 - Servitudes et mesures de protection :**

#### **9.1 - Périmètre de protection immédiate :**

Le périmètre de protection immédiate du captage nommé « Val Mérillon » est constitué d'une partie de la parcelle section ZH, n° 35 lieu dit « les Couche Trots » à Cunfin, propriété de la commune. Ce périmètre devra être clos selon les limites fixées à 5m de l'axe du puits d'accès à la galerie drainante pour trois cotés et en limite de chemin forestier pour le dernier coté.

Le périmètre de protection immédiate du captage nommé « source de Sainte Anne » est constitué d'une partie de la parcelle section ZH, n° 39 lieu dit « Cote Lallier » à Cunfin, propriété de la commune. Ce périmètre devra être clos selon les limites fixées à 5m des différents ouvrages (captage, galerie drainante, ruisseau canalisé, avaloir), conformément au plan figurant dans le rapport de l'hydrogéologue agréé en date du 26 octobre 2011.

A l'intérieur, seront interdits tous dépôts, installations, constructions ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau.

L'entretien à l'intérieur de ce périmètre est fait uniquement avec des procédés mécaniques avec exportation de l'herbe fauchée et des produits de débroussaillage, sans aucun apport de produit phytosanitaire, chimique, toxique ou dangereux.

Les portails d'accès devront disposer d'une fermeture avec serrure.

#### **9.2 - Périmètre de protection rapprochée :**

##### **9.2-1 Parcellaire :**

Il comprend les parcelles mentionnées à l'état parcellaire et au plan, annexé au présent arrêté.

##### **9.2.-2 Prescriptions :**

- **Activités interdites :**

##### *Travaux souterrains :*

- le forage de puits et les sondages,
- les puits filtrants pour l'évacuation des eaux usées brutes ou traitées,
- l'ouverture et l'exploitation de carrières,
- les travaux de terrassements supérieurs à 2 mètres de profondeur,
- le remblaiement des excavations avec des déchets, y compris ceux de démolition.

##### *Stockages et dépôts :*

- l'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, produits radioactifs et de tous produits et matières susceptibles d'altérer la qualité de l'eau,
- les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux, de produits chimiques et d'eaux usées de toute nature,
- le stockage de matériaux même réputés inertes,
- le stockage de toute matière fermentescible,

- le stockage de fumiers, engrais organiques ou chimiques de tous produits ou substances destinées à la fertilisation des sols ou à la destruction des ennemis des cultures.

*Activités agricoles :*

- l'épandage de produits organiques (boues, jus, lisiers, fumiers, fientes, résidus de l'industrie, eaux usées d'origine agricole, domestique ou industrielle...) à l'exception des produits normalisés, contrôlés et hygiénisés,
- le drainage des surfaces agricoles.

*Activités forestières :*

- le désherbage chimique pour l'entretien des clôtures à gibier dans les zones boisées des talwegs du val Mérillon, du val du Puits et du val Gravely,
- les aires de stockage de bois subissant un traitement ou arrosage,
- l'épandage d'eaux usées d'origine agricole, domestique ou industrielle,
- le défrichement,
- la création de meule de charbon,
- l'agrainage du gibier à poste fixe.

*Voiries :*

- la création de nouvelles voies, y compris forestières,
- la création de fossés,
- les places de parking à proximité des captages.

*Autres activités :*

- la circulation des engins de loisirs motorisés.

• Activités réglementées :

*Travaux souterrains :*

- limitation aux excavations inférieures à 2 mètres de profondeur et remblaiement avec les matériaux inertes. La réalisation des travaux est à effectuer sous contrôle pour s'assurer de leur incidence sur la qualité de l'eau.

*Stockages :*

- les stockages anciens ou sauvages seront neutralisés par enlèvement ou par capsulage selon la nature des produits.

*Canalisations :*

- les travaux d'entretien du gazoduc existant, nécessitant un terrassement, devront s'accompagner de propositions de réduction des impacts de l'intervention et d'une remise en état après travaux.

*Activités forestières :*

- le désherbage chimique est autorisé dans les zones situées en bordure de parcelles agricoles, sauf lorsque les pratiques culturales qui y sont menées sont incompatibles avec l'utilisation de produits phytosanitaires (parcelles cultivées en agriculture biologique par exemple),
- les coupes rases, sans régénération acquise, ne devront pas dépasser un total de 2 hectares par an,
- les produits pétroliers, nécessaires à l'exploitation, seront stockés dans un conteneur étanche,
- le dépôt temporaire de bois est autorisé (limité à deux mois) le long des routes forestières. Le stationnement des engins est autorisé, à condition qu'un dispositif de rétention soit installé pour éviter toute infiltration en cas de fuite d'huile ou de fuel des engins.

*Voiries :*

- les chemins de desserte forestière devront être entretenus régulièrement pour éviter la formation d'ornières
- la recharge des ornières se fera avec des matériaux inertes.
- l'évacuation des eaux provenant de la RD n°67 sera réalisée au moyen de saignées peu profondes.

#### *Activités agricoles :*

- en cas de présence de substances indésirables dans l'eau, les exploitants agricoles tiendront à disposition de la commune, les registres parcellaires renseignant sur les traitements pratiqués,
- le pacage des animaux ne devra pas générer de formation de lisier avec écoulement de jus vers le captage de la source Sainte Anne.

#### *Construction :*

- les éventuels projets seront à considérer en fonction de l'intérêt général et des impacts éventuels générés, pendant les travaux ou lors de l'activité, sur la couverture naturelle de la nappe. Une interdiction peut être prononcée.

### **Article 10 - Mise en conformité avec les prescriptions de l'arrêté**

Pour les activités, dépôts et installations existant à la date de publication du présent arrêté, sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 9, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution des dits périmètres :

- dans le délai d'un an, en ce qui concerne le périmètre de protection immédiate ;
- dans le délai de deux ans maximum, pour le périmètre de protection rapprochée.

Au regard des prescriptions énoncées dans les périmètres de protection, le programme de mise en conformité et des aménagements regroupe :

- En périmètre immédiat :
  - la réfection des têtes d'ouvrages pour les sécuriser et éviter l'intrusion d'eau de ruissellement ou insectes (dalle avec trou d'homme, capot sécurisé avec joint et cheminée d'aération, échelle d'accès...),
  - la consolidation (après nettoyage complet) et la sécurisation (fermeture efficace) du bâtiment d'émergence implanté sur le trop plein du captage Val Merillon,
  - le nettoyage et le dégagement d'arbres ou arbustes, sur une largeur de 5 mètres de chaque côté des différents ouvrages (galerie drainante, avaloir, ruisseau canalisé, puits d'accès...),
  - la mise place de clôtures rigides de 2 mètres de hauteur, solidement ancrées au sol, autour des ouvrages selon les dispositions exposées à l'article 9.1, et le maintien d'une clôture plus légère au niveau du captage de la Source Sainte Anne, le long de la desserte forestière,
  - l'amélioration de la collecte des eaux du ruisseau en amont du captage de la source Sainte Anne (extension de 10 mètres du canal en béton), avec la pose d'un dégrilleur adapté,
  - la pose d'un turbidimètre et vannes de déconnexion des arrivées d'eau,
  - la pose d'une grille cadénassée dans la galerie de la fontaine Sainte Anne afin d'éviter toute intrusion humaine ou animale,
  - l'extension des deux canalisations de restitution du débit du ruisseau dans la galerie, afin d'éviter toute remontée d'eau derrière le seuil destiné à maintenir en eau le tuyau reliant la galerie au puits de pompage.
- En périmètre rapproché :
  - la pose de barrière cadénassée aux entrées de la forêt communale, selon le plan joint en annexe par l'ONF. La clé sera conservée par la commune et son ouverture soumise à sa seule autorité,
  - la modification du profil du chemin forestier du Val Mérillon pour éviter les écoulements d'eau vers le ruisseau.

### **Article 11- Régime des indemnités**

La commune de Cunfin devra indemniser les usagers de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Par ailleurs, les propriétaires et ayants-droit des terrains inclus dans les périmètres de protection pourront être indemnisés des dommages prouvés directs qu'ils auront pu subir du fait des servitudes dommageables instituées dans les dits périmètres.

## Chapitre IV - Dispositions générales

### Article 12 – Modification de la déclaration d'utilité publique

Toutes modifications des caractéristiques définies dans la présente autorisation devront faire l'objet d'un arrêté préfectoral, après enquête publique.

En cas d'abandon des captages, un arrêté préfectoral devra être pris pour annuler la déclaration d'utilité publique.

### Article 13 - Informations des tiers - Publicité

1°) Le présent arrêté sera, conformément au code de la santé publique (art R1321-13-1) :

- notifié, sans délai, par la commune de Cunfin, à chacun des propriétaires des terrains inclus dans les périmètres de protection par courrier recommandé avec accusé de réception ;
- inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aube ;
- affiché en mairie de Cunfin pendant une durée minimale de deux mois. La mention de cet affichage est insérée en caractères apparents, par les soins du Préfet et aux frais du bénéficiaire, dans deux journaux locaux ;
- un exemplaire du présent arrêté est déposé en mairie de Cunfin, pour y être consulté.

2°) En application de l'article L126-1 du Code de l'Urbanisme :

- les servitudes du présent arrêté seront à annexer, dans un délai de trois mois, dans le plan local d'urbanisme des communes de Cunfin.

Le procès verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins de M. le maire de la commune de Cunfin. Le maître d'ouvrage transmet à l'agence régionale de santé, dans **un délai de 6 mois** après la date de la signature du présent arrêté, une note sur l'accomplissement des formalités concernant la notification aux propriétaires des parcelles concernées par les périmètres de protection rapprochée et l'insertion de l'arrêté dans les documents d'urbanisme.

### Article 14 - Sanctions applicables en cas de non -respect de la protection des ouvrages

En application de l'article L.1324-3 du code de la santé publique, le fait de ne pas se conformer aux dispositions des actes portant déclaration d'utilité publique est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000€ d'amende.

En application de l'article L.1324-4 du code de la santé publique, le fait de dégrader des ouvrages publics destinés à recevoir ou conduire des eaux d'alimentation, de laisser introduire des matières susceptibles de nuire à la salubrité dans l'eau de source, des fontaines, des puits, des citernes, des conduites, des réservoirs d'eau servant à l'alimentation publique est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000€ d'amende.

### Article 15 - Voie et délai de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons en Champagne, (25 rue du Lycée, 51000, Châlons en Champagne), dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Tout recours doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

A l'intérieur de ce délai, un recours administratif peut être introduit, selon une des formes suivantes :

- soit un recours gracieux, auprès de Madame la Préfète de l'Aube – 2 rue Pierre Labonde - CS 20372 - 10025 TROYES Cedex ;
- soit un recours hiérarchique, auprès du Ministère en charge de la santé – 8 avenue de Ségur 75350 PARIS 07 SP.

### Article 16 - Exécution

M. le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le colonel commandant le groupement de gendarmerie départementale de l'Aube, la déléguée territoriale départementale de l'Aube de l'agence régionale de santé Champagne Ardenne, le directeur départemental des territoires, M. le maire de Cunfin

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aube.

Une copie du présent arrêté sera adressée, à titre d'information:

- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Champagne-Ardenne ;
- au directeur du bureau de recherches géologiques et minières ;
- au directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations ;
- au président du conseil départemental de l'Aube ;
- au président de la chambre d'agriculture de l'Aube ;
- au directeur de l'agence de l'eau Seine-Normandie ;
- au directeur interdépartemental de l'office national des forêts ;
- au coordonnateur départemental des hydrogéologues agréés ;
- au directeur de l'agence régionale de la SAFER.

Agence Régionale de Santé  
Grand Est  
Délégation Territoriale de l'Aube  
Service Santé Environnement

Arrêté préfectoral n° ARS-SE-2017-02 portant :

- modification de l'arrêté préfectoral n°ARS-SE-2015-14 du 28 septembre 2015 déclarant d'utilité publique la dérivation des eaux souterraines, les prélèvements, la distribution de l'eau, l'instauration des périmètres de protection autour de deux captages sur la commune de Cunfin

**LA PREFETE DE L'AUBE**  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L.1321-1 à L.1321-10, et R 1321-1 à R.1321-61 ;

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L. 214-1, L. 215-13 et R. 214-1 à R.214-5 ;

VU le code minier et notamment l'article 131 ;

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et notamment les articles L.11-1 à L.11-9, L.13-2 à L. 13-12, L. 13-13 à L.13-20, R.11-10 à R.11-18 ;

VU le code de l'urbanisme et notamment l'article L 126-1 ;

VU le code général des collectivités territoriales et en particulier l'article R 3232-1 à R. 3232-1-4 ;

VU le décret n°2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU le décret n°2010-338 du 31 mars 2010 relatif aux relations entre le représentant de l'Etat dans le département, la zone de défense et dans la région et l'agence régionale de santé pour l'application des articles L.1435-1, L.1435-2 et L.1435-7 du code de la santé publique ;

VU le protocole départemental en date du 04 juillet 2013 relatif aux relations entre le préfet du département de l'Aube et le directeur général de l'agence régionale de santé de Champagne-Ardenne ;

VU l'arrêté du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation mentionnée aux articles R.1321-6 à R.1321 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié par l'arrêté préfectoral du 23 octobre 2013 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrête préfectoral du 05 septembre 2014 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre les pollutions par les nitrates d'origine agricole pour la région Champagne-Ardenne ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Seine Normandie approuvé par le préfet coordonnateur de bassin, préfet de la région Ile de France, le 29 octobre 2009 ;

VU le schéma départemental de gestion cynégétique approuvé par le préfet de l'Aube, le 06 novembre 2012 ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU la délibération de la commune de Cunfin en date du 15 juin 2012 sollicitant la déclaration d'utilité publique pour l'établissement des périmètres de protection des deux captages sur la commune de Cunfin ;

VU le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique, relatif à l'instauration des périmètres de protection en date du 26 octobre 2011 ;

VU l'avis des services consultés ;

VU la réunion publique qui s'est déroulée le 19 février 2015 ;

VU l'arrêté préfectoral n°20015093-0005 du 03 avril 2015 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique ;

VU les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du 25 avril au 28 mai 2015 ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur du 17 juin 2015 ;

VU l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques (Coderst) en date du 10 septembre 2015 ;

VU le courrier de la commune de Cunfin du 22 août 2016 demandant la modification de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral n° ARS-SE-2015-14 du 28 septembre 2015 ;

VU le courrier de la commune de Cunfin du 25 janvier 2017 validant les propositions de l'ARS ;

CONSIDERANT que la qualité des eaux souterraines doit être sauvegardée et que la préservation des ouvrages de pompage d'eaux destinées à la consommation humaine est impérative ;

CONSIDERANT les risques liés aux activités exercées dans la zone d'alimentation des captages et la fragilité de la ressource ;

SUR proposition de la Déléguée Territoriale de l'Aube de l'Agence Régionale de Santé Grand Est et de M. le Secrétaire général de la Préfecture ;

## ARRETE

### Article 1 - Modifications

Les prescriptions de l'arrêté n° ARS-SE-2015-14 du 28 septembre 2015 figurant à l'article 9.9-2 relatif aux activités forestières, ci-après, sont modifiées :

- « l'interdiction du désherbage chimique, sauf en cas de besoin exceptionnel accompagné d'un suivi qualitatif de l'eau » est remplacé par : « le désherbage chimique pour l'entretien des clôtures à gibier est interdit dans les zones boisées des talwegs du val Mérillon, du val du Puits et du val Gravelly. Il est autorisé dans les autres zones situées en bordure de parcelles agricoles, sauf lorsque les pratiques culturales qui y sont menées sont incompatibles avec l'utilisation de produits phytosanitaires (parcelles cultivées en agriculture biologique par exemple) ».
- « les places de dépôts de bois et de stationnement du matériel et de retournement des engins, à l'exception de celles indiquées sur le plan joint en annexe (parcelles forestières n°22, 25 de la forêt de Cunfin et n°92 de la forêt de Beaumont) » est remplacé par : « le dépôt temporaire de bois est autorisé (limité à deux mois) le long des routes forestières. Le stationnement des engins est

autorisé, à condition qu'un dispositif de rétention soit installé pour éviter toute infiltration en cas de fuite d'huile ou de fuel des engins ».

- « l'agrainage du gibier est interdit » est remplacé par : « l'agrainage du gibier à poste fixe est interdit ».

## **Article 2 - Bénéficiaire**

Le bénéficiaire du présent arrêté, à savoir la commune de Cunfin, est chargé de veiller au respect de l'application de l'arrêté.

## **Article 3 - Voie et délai de recours**

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Châlons en Champagne, (25 rue du Lycée, 51000, Châlons en Champagne), dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Tout recours doit être adressé en recommandé avec accusé de réception.

A l'intérieur de ce délai, un recours administratif peut être introduit, selon une des formes suivantes :

- soit un recours gracieux, auprès de Madame la Préfète de l'Aube – 2 rue Pierre Labonde - CS 20372 - 10025 TROYES Cedex ;
- soit un recours hiérarchique, auprès du Ministère en charge de la santé – 8 avenue de Ségur 75350 PARIS 07 SP.

## **Article 4 - Exécution**

M. le Secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le colonel commandant le groupement de gendarmerie départementale de l'Aube, la déléguée territoriale de l'Aube de l'Agence Régionale de Santé Grand Est, le directeur départemental des territoires, le maire de Cunfin, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aube.

## **Article 5 – Diffusion et information**

Une copie du présent arrêté sera adressée, à titre d'information:

- Au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Champagne-Ardenne ;
- Au directeur du bureau de recherches géologiques et minières ;
- Au directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations ;
- Au président du conseil départemental de l'Aube ;
- Au président de la chambre d'agriculture de l'Aube ;
- Au directeur de l'agence de l'eau Seine-Normandie ;
- Au directeur départemental de l'office national des forêts ;
- Au coordonnateur départemental des hydrogéologues agréés ;
- Au directeur de l'agence régionale de la SAFER ;

A TROYES, le **20 FEV. 2017**

Pour la Préfète,  
le Secrétaire Général



**Mathieu DUHAMEL**

